

## TRANSFUGES ET COLONS : LE RÔLE DES PARISIENS DANS LE PEUPEMENT DES BANLIEUES (1880-1914)

Article paru dans Jean-Paul Brunet dir., *Immigration, vie politique et populisme en banlieue parisienne (fin 19e-20e siècles)*. Paris, Éditions L'Harmattan, 1995, p. 29-48.

La pagination originale est donnée en italiques entre crochets.

**Alain FAURE**  
**Université de Paris-X Nanterre**  
afaure@u-paris10.fr

Paris, terre d'immigrants s'il en fut, était aussi une ville que l'on quittait. Il a pu être dit que la capitale, comparée à Lyon, était "un véritable finistère" : si les Parisiens se déplaçaient bien plus que les Lyonnais à l'intérieur du périmètre de leur ville, ils en partaient bien moins volontiers<sup>1</sup>. Peut-être, mais encore faut-il précisément savoir combien et quelle proportion de citoyens pouvaient quitter leur ville. Combien ? qui ? et où ? L'émigration change de sens selon qu'elle amenait plus ou moins loin le migrant, une fixation en banlieue n'équivaut pas à un départ en province. La population d'origine parisienne venue vivre en banlieue nous est déjà quelque peu familière<sup>2</sup> : Nous nous contenterons ici de procéder à un – bref<sup>3</sup> – remembrement des idées éparses dans plusieurs textes.

### *Combien ?*

Faisons d'abord comme si les classes sociales n'existaient pas : la statistique officielle, qui n'a jamais aimé ce genre de débat, nous y contraint. L'importance globale [29] des départs de la capitale, en revanche, peut être très facilement mesurée, mais toujours – autre contrainte imposée par les sources qui offrent bien plus souvent des états successifs de la population qu'elles ne permettent de reconstituer son mouvement – pour les seuls natifs de la capitale. En réalité, déplacement égale ici déracinement.

Établissons d'abord la statistique des lieux de naissance en banlieue parisienne<sup>4</sup>:

---

<sup>1</sup> Jean-Luc Pinol, *Les mobilités de la grande ville*, Presses de la FNSP, 1991, p. 229-230.

<sup>2</sup> Voir essentiellement nos deux articles : "L'invention des banlieusards. Les déplacements de travail entre Paris et sa banlieue (1880-1914) : première approche", in *Villes en parallèle*, n° 10, juin 1986, p. 233-248 ; "De l'urbain à l'urbain : du courant parisien de peuplement en banlieue (1880-1914)", in *Villes en parallèle*, n° 15-16, 1990, p. 152-170.

<sup>3</sup> Ce texte est une version abrégée d'un passage de notre thèse en cours de rédaction.

<sup>4</sup> Ces chiffres – repris de notre article, "L'invention des banlieusards", *art. cit.*, p. 245 – sont calculés à partir des tableaux publiés dans les recensements parisiens (1886, 1891 et 1896), puis nationaux (1901 et 1911).

Population totale	1886	1891	1896	Population française	1901	1911
	607 381	688 969	796 378		885 762	1 182 379
<b>Naissance :</b>	%	%	%	<b>Naissance :</b>	%	%
reste de la Seine	24	24,4	26,1	à Paris	21,9	23,6
dans la commune	19,9	18,2	18,9	en banlieue	25,4	24,9
en province	49,8	52,9	51,2	en province	52	50,8
hors de France	6,3	4,5	3,8	hors de France	0,7	0,7

Les données sur la naissance ne sont pas homogènes : d'un côté, la population totale, de l'autre les Français seuls – naturalisés exclus –, avec à chaque période une répartition différente de la population native : la commune de naissance se trouve soit isolée soit noyée dans l'entité banlieue. L'évolution précise du nombre des Parisiens de naissance dans la population de banlieue nous échappe donc, mais le flou qui entoure la donnée ne dissimule pas l'évidente importance de ce courant de peuplement. A cette époque du surgissement démographique de la banlieue, un banlieusard sur cinq, au bas mot, avait vu le jour dans [30] la capitale, et leur part augmente même entre 1901 et 1911 : dans la banlieue de l'immédiat avant-guerre, les provinciaux étaient en proportion moins nombreux qu'en 1900 ! Un vrai paradoxe, en raison de l'image si prégnante du migrant provincial – l'étranger, il est vrai, n'apparaît pas ici –, contributeur sans pareil à la formation des populations suburbaines. Nos travaux antérieurs avaient déjà tenté de faire un sort à cette vision simpliste et univoque. Aujourd'hui nous serions tentés de croire que ce courant a toujours existé, qu'il est consubstantiel à la banlieue. Guy Soudjian dans son étude du contingent militaire à la fin du Second Empire avait déjà trouvé une importante proportion de Parisiens de naissance chez les conscrits fixés en banlieue, produit évident du glissement au fil des années de nombre de familles parisiennes dans les communes de la périphérie<sup>5</sup> :

Lieu de naissance des conscrits (classes 1868-1869)	Conscrits de banlieue (1 525 cas) %
Paris (limites de 1860)	20,19
Banlieue (limites de 1860)	32,78
Province	46,62
Etranger	0,19
Lieu inconnu	0,19

Mais voilà qui reste par trop général. Comme l'on sait, les recensements de 1901 et de 1911 ont été très attentifs aux "mouvements intérieurs de la population française" : le tableau détaillé des migrations intérieures, inauguré en 1901 – combien chaque département contient-il d'originaires des autres départements ? où vivent en France les originaires de chaque département ? –, constitue un classique [31] de l'histoire contemporaine de la population<sup>6</sup>. Or, ces grands monuments statistiques

<sup>5</sup> D'après Guy Soudjian, *La population parisienne à la fin du Second Empire d'après les archives du recrutement militaire* (thèse, Université de Paris I, 1978), p. 93-94.

<sup>6</sup> Les analyses de Daniel Courgeau et d'Hervé Le Bras dans *l'Histoire de la population française*, PUF, 1988, t. 3 (*De 1789 à 1914*), par exemple, sont essentiellement basées sur ces données.

ne se sont pas contentés de mesurer les migrations en termes de population totale, ou même par sexe : ils offrent également des données sur les déplacements des *actifs*. Non pas il est vrai les actifs proprement dits, tels que les recensements eux-mêmes les définissaient – les personnes "travaillant ensemble, d'une manière permanente, en un lieu déterminé", en l'occurrence "l'établissement" –, mais les *professionnels*, catégorie hybride et floue, un peu bizarre, visant à ajouter aux actifs toutes les personnes non rattachées aux établissements, mais disposant d'un revenu quelconque ou susceptibles d'en rechercher <sup>7</sup> :

Dans la population professionnelle, ont été comprises non seulement les personnes exerçant une profession rémunérée, mais encore les rentiers, les nomades, etc., en sorte que parmi les personnes sans profession ne sont guère compris que les femmes, les enfants, les détenus et pensionnaires des hospices, asiles [...] La distinction des habitants entre professionnels et non-professionnels est importante parce que les mouvements migratoires ont généralement pour cause la recherche d'une occupation."

Étaient donc tenus à l'écart de la population professionnelle tous ceux qui, en raison de leur âge ou de leur dépendance, n'étaient point libres de se déplacer, les prisonniers comme les femmes (!), tous les exclus en quelque sorte constitutionnels du marché du travail<sup>8</sup>. D'où la forte représentativité de cette population : à Paris, 62,4 % de la population totale, contre une proportion d'actifs [32] évaluée par ailleurs dans le recensement à seulement 58,7 % <sup>9</sup>. Veillons à garder à l'esprit que cette donnée accentue la propension des actifs à se déplacer hors de leur sol natal.

Une nouvelle fois, nous sommes renvoyés aux seuls originaires, natifs de Paris et natifs de banlieue, mais ces données<sup>10</sup> offrent donc le grand intérêt de croiser catégorie d'origine et catégorie de résidence :

---

<sup>7</sup> *Résultats statistiques du recensement... de 1901*, t. 4, p. 111, 114.

<sup>8</sup> Bien entendu, les femmes en tant que telles n'étaient pas exclues de la population professionnelle, mais à n'en pas douter le furent systématiquement toutes celles qui n'avaient pu être rattachées à un établissement : femmes de ménage, travailleuses saisonnières, voire ouvrières à domicile. On peut en voir une preuve dans la très forte masculinité de la population professionnelle parisienne – 56,9 % –, alors que, à en croire d'autres tableaux, les hommes étaient minoritaires dans la population totale : 47,2%.

<sup>9</sup> Proportion obtenue en se basant sur le nombre des actifs recensés à Paris, déduction faite des actifs résidents en banlieue, soit 1 594 077 personnes : 1 684 077 – 90 000

<sup>10</sup> Données reprises de notre article, "L'invention des banlieusards...", *art. cit.*, p. 246.

1901 Comportement résidentiel :	Originaires de Paris			Originaires de banlieue		
	1 %	2 %	3 %	1 %	2 %	3 %
y restent	62,9	68,5	65,2	36,2	49	41,9
résident dans le reste du département	12,6	13,5	13	35	34,5	34,8
résident en province	24,5	18,1	21,8	28,8	16,6	23,3
Total	100	100	100	100	100	100
1911 Comportement résidentiel :	Originaires de Paris			Originaires de banlieue		
	1 %	2 %	3 %	1 %	2 %	3 %
y restent	55,8	63,4	59	52,6	60,7	55,9
résident dans le reste du département	16,9	16,5	16,7	25	23	24,2
résident en province	27,3	20,1	24,3	22,4	16,3	19,9
Total	100	100	100	100	100	100
<b>1 : Population professionnelle masculine</b> <b>2 : Population professionnelle féminine</b> <b>3 : Population professionnelle totale</b>						

[33]

Dans ce tableau, les Parisiens de naissance apparaissent très fidèles à leur ville puisqu'en 1901 près des deux tiers d'entre eux continuaient à y résider et à y gagner leur vie. Ce qui nous frappe le plus n'est pas là, ni même dans la part de la province chez les Parisiens émigrés, il tient dans ce pourcentage important de natifs de la capitale venus résider en banlieue : 13 %, toujours en 1901, soit en nombres absolus 94 631 personnes. Or, la banlieue comptait, toutes origines confondues, 453 032 professionnels : sur cinq actifs résidant en banlieue, il y avait donc un natif de Paris. A cette date, aucun département français ne fournissait autant de banlieusards à la banlieue que la capitale : 23,2 % des professionnels recensés là et nés dans le reste de la France avaient en réalité vu le jour de l'autre côté des fortifications ; les Parisiens d'origine étaient près de deux fois plus nombreux que les autochtones dans la population professionnelle de banlieue ! Les femmes, qui quittaient moins volontiers Paris que les hommes et s'aventuraient moins souvent en province, étaient plus particulièrement concernées par ce glissement des actifs vers la banlieue. Mais cette banlieue rendait, au moins en partie, à Paris ce que Paris lui donnait en fait d'actifs puisque les banlieusards de naissance étaient presque aussi nombreux à vivre à Paris même qu'*extra muros*... Certes ce courant de peuplement venu de banlieue était peu chose pour la capitale – 2,5 % de l'ensemble de ses professionnels –, mais cela suffisait pour placer le département de la Seine en tête des départements d'émigration vers Paris, à égalité avec la Seine-et-Oise<sup>11</sup> ; seul le contingent alsacien-lorrain était plus nombreux. Cette attraction exercée par la capitale était naturellement la grande

<sup>11</sup> Ce département, toujours en 1901, fournissait à la capitale 38 332 professionnels, contre 38 204 pour la banlieue.

responsable de ce pourcentage si faible, en banlieue, des natifs restés au pays : deux sur cinq, et, pour les femmes, à peine une native sur deux.

C'est précisément une bien meilleure capacité de la banlieue à retenir ses actifs qui constitue la principale opposition entre les chiffres de 1901 qu'on vient de commenter et ceux de 1911. Certes, elle reste une terre d'émigration, dépassant maintenant la Seine-et-Oise dans les contingents de migrants à Paris, mais devient en même temps [34] une région où l'on se fixe plus couramment, fruit probable de son industrialisation galopante et d'une plus grande fréquence des échanges d'actifs entre communes, et ce au détriment des départs systématiques pour la capitale. Paris exerçait donc une moindre attraction sur sa banlieue en pleine construction, et, au sein des actifs de banlieue, l'écart entre autochtones et Parisiens nés s'était beaucoup réduit, signe là encore d'une plus grande maturité de cette banlieue. Mais, plus que jamais, cette dernière constituait une destination fondamentale pour les natifs de la capitale.

Ces chiffres confirment, s'il en était besoin, la grande porosité, l'osmose existant entre la ville et sa banlieue au sein de l'agglomération. Le fait que seuls des actifs soient ici en cause lève les doutes quant à l'éventuelle influence des enfants sur ces migrations intérieures et leur ampleur. La banlieue fut toujours un Paris dispersé. Mais quel Paris et quels Parisiens ?

## Qui ?

### Images d'époque

Questions fort délicates, mais avant de les aborder, disons un mot sur les visions d'époque. On reste en effet surpris par la précocité et l'importance du discours sur "l'émigration parisienne" en banlieue, qu'il s'agisse de déplorer son existence ou de s'en féliciter, et qu'il soit ou non précisé quelle population pouvait bien ainsi quitter la ville. Nous avons, dans d'autres travaux<sup>12</sup>, cité ces délibérations où, dans les années 1880, les communes de proche banlieue se plaignaient amèrement de voir leur territoire envahi par les ouvriers que le renchérissement de toutes choses chassaient de Paris. Les élus parisiens craignaient quant à eux de voir leur ville perdre beaucoup de son âme et leur électorat de sa consistance. Mais, en général, ces "Parisiens" qui à en croire journalistes, chroniqueurs ou fonctionnaires colonisaient les environs [35] de Paris, n'avaient sous leur plume ni âge ni statut social précis, comme si son point de départ suffisait pour définir ou qualifier ce courant<sup>13</sup>. A l'occasion, il était simplement suggéré qu'il s'agissait plutôt de gens au budget modeste. Pour Louis Barron par exemple, auteur de traités touristiques sur les environs de Paris, une commune comme Levallois n'avait pour raison d'être que d'"abriter tous les transfuges" de Paris chassés "hors de l'enceinte [...] par la cherté des vivres et des loyers"<sup>14</sup>.

Encore était-il question ici de la banlieue à portée, jouxtant Paris, mais l'idée que, pour une banlieue plus lointaine, aux confins du département ou déjà en Seine-

<sup>12</sup> Voir *supra* et *Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris...*, Paris, Créaphis, 1991, p. 113.

<sup>13</sup> Citons par exemple deux phrases passe-partout émanant toutes deux d'autorités administratives parisiennes. L'une date de 1884 : "Depuis quelques années, [...] la population Parisienne tend de plus en plus à envahir la Banlieue de la capitale ; des maisons d'habitation s'élèvent chaque jour" (in Archives du service des établissements classés, Rapport sur les dépôts de chiffons de Levallois, Clichy et Saint-Ouen, 3 juillet 1884). L'autre est de 1914 : "Depuis quelques années, nous constatons qu'un nombre toujours croissant de Parisiens abandonne la capitale pour venir habiter en banlieue." (in *Compte rendu des séances du Conseil d'hygiène publique et de salubrité*, 1914, p. 366)

<sup>14</sup> Louis Barron, *Les environs de Paris*, Quantin, 1886, p. 38.

et-Oise, les Parisiens en général et les ouvriers en particulier étaient le moteur du développement, se retrouve plus nette encore s'il est possible, partagée en tout cas par les esprits les plus divers. Henri Sellier, en 1920, y voyait l'origine même, vingt ou vingt-cinq auparavant, de la banlieue éloignée<sup>15</sup> :

"Certains travailleurs de professions plus lucratives vont chercher [là] l'air et la lumière qu'ils ne trouvent plus dans la ville. Les employés du centre, les boutiquiers ne pouvant plus résider à proximité de leur travail ne s'arrêtent pas à la périphérie de la cité de plus en plus industrielle et empoisonnée ; ils vont plus loin, vers les champs, vers la verdure, vers le soleil."

Plus tard, continuait-il, l'industrie ne fit que suivre cette avant-garde populaire qui aurait en quelque sorte montré la voie en fuyant la ville. Sept ans après Sellier, le père Lhande, parti explorer la banlieue pour dire au monde l'immensité de sa détresse morale et religieuse, voyait dans ce "Paris suburbain" la submersion de toute une contrée jadis heureuse [37] par une marée humaine chassée de la ville ou empressée à la fuir<sup>16</sup> :

"Des baraques, des maisons, des bourgades ont surgi du sol. Là, aujourd'hui encore, tout ce que le Paris central, déjà congestionné, refoule, – ouvriers, vagabonds, bohèmes, parasites, étrangers ou provinciaux, – s'entasse précipitamment dans le désordre des installations improvisées. Chaque jour la cohue se fait plus grande. A Paris, en effet, l'accaparement des grands immeubles par le commerce ou l'industrie ne cesse de rétrécir la place occupée jusque là par des familles [...] Alors, c'est l'exode vers la banlieue.

[...] Sans doute, tous, dans ce peuple de "refoulés" ne sont pas des indigents, des sans-foyer. Beaucoup préfèrent la tranquillité des champs et leur air salubre à la fièvre et aux miasmes du Paris des faubourgs. Ceux-là, ouvriers, vendeurs, chefs de bureaux, gens de professions libérales, ont réussi à acheter, ou du moins à louer, au-delà des fortifications, une maisonnette avec un petit jardin, qui ne manquent pas d'élégance.

[...] Mais, en regard de ces privilégiés, il y a la foule des petites gens : ceux que chassent de la capitale la cherté croissante du loyer, ceux qui ne peuvent se payer le luxe d'une maison bâtie."

C'est à cette vision "parisiano-centriste" de l'histoire de la banlieue que Jean Bastié sacrifiait encore en 1964 lorsqu'il écrivait que "la majorité des lotis" venus s'installer en banlieue dans les années 1920 et 1930 étaient des gens qui "refluaient de Paris", pour l'essentiel des ouvriers et des petits employés véritablement contraints à ce choix par la crise du logement que Paris connaissait alors<sup>17</sup>. Ces multiples traces d'une opinion jadis banale parlent, chacune à leur façon, d'une indéniable réalité puisque ce courant centrifuge existait bel et bien, mais il faut se dégager de leurs imprécisions, de leurs erreurs et de leurs outrances pour approcher cette réalité. Tout est une affaire ici de chronologie et de lieu. Voyons cela. [37]

### **Une émigration de misère**

L'intense spéculation foncière et immobilière qui chamboule en partie la capitale à la charnière des années 1870 et 1880, l'envolée des loyers populaires qui s'ensuit, la crise industrielle qui survient ensuite avec son cortège de chômage et d'endettement, autant de calamités transformant la banlieue proche en zone refuge. Gageons, d'après ce que nous savons des flux internes de déplacement, que l'installation en banlieue se faisait au terme de cheminements résidentiels qui avaient

<sup>15</sup> Henri Sellier, *Les banlieues urbaines et la réorganisation du département de la Seine*, Marcel Rivière, 1920, p. 34-36.

<sup>16</sup> Pierre Landhe, *Le Christ dans la banlieue*, Plon, 1927, p. 3, 5-6, 7.

<sup>17</sup> Jean Bastié, *La croissance de la banlieue parisienne*, PUF, 1964, p. 232, 241.

peu à peu amené les familles et les individus à gagner un faubourg parisien et à y évoluer plusieurs années avant de se décider à prendre la porte. Sorte de contrainte raisonnée où étaient mis dans la balance les avantages et les inconvénients d'un départ en banlieue : des logements en moyenne plus grands et moins chers, mais un prix supérieur des vivres, la possibilité de garder son travail à Paris, mais en acceptant d'avance la fatigue du chemin supplémentaire à faire matin et soir, sauf à envisager de payer le tramway ou le train, et encore à la condition qu'existe une ligne dotée d'horaires adaptés<sup>18</sup>, la possibilité aussi pour l'avenir de trouver sur place un emploi, mais le nombre relativement très faible de garnis avait de quoi rebuter les célibataires et les ménages très pauvres ou très jeunes<sup>19</sup>, sans parler de la bien mauvaise réputation de l'industrie suburbaine et de ses bagnes, les fameuses "cayennes"... D'autre part un ouvrier de Paris qui avait l'habitude de trouver dans son faubourg quelque activité lui permettant de passer la morte-saison ou de faire la soudure entre deux emplois pouvait légitimement douter qu'une banlieue quelconque lui offre de telles opportunités de travail.

Ainsi, année après année, se répandait en banlieue tout un peuple quittant, même à contrecœur, les faubourgs de la capitale. Rappelons l'essentiel de la statistique comparée [38] des loyers en 1911<sup>20</sup>, date il est vrai quelque peu tardive pour notre propos, mais qui pourrait croire que les écarts entre Paris et la banlieue soient tout récemment apparus ?

<b>Tranches de loyers</b>	<b>Paris</b> %	<b>Banlieue</b> %
De 1 à 300 F. (1-299 pour Paris)	41,8	66,7
De 301 à 500 F.. (de 300 à 499 pour Paris)	33	20,3
Plus de 500 F. (500 et plus pour Paris)	25,2	13,1

Revenons aussi sur la question de la structure comparée des populations entre la ville et sa banlieue, car elle éclaire un aspect fort important des cheminements de l'une à l'autre, même si, de nouveau, nous sommes renvoyés à des chiffres globaux où toute différenciation sociale est bannie. Paris ville de migrants, donc ville d'adultes en pleine force, et souvent seuls... La singularité de la banlieue saute aux yeux : une population légèrement plus âgée, mais surtout beaucoup plus jeune que dans la capitale, comptant en proportion un bien plus grand nombre d'enfants<sup>21</sup> :

[39]

<sup>18</sup> Voir notre article, "A l'aube des transports de masse : l'exemple des "trains ouvriers" de la banlieue de Paris (1883-1914)", in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1993, p. 228-255.

<sup>19</sup> En 1911, à Paris 5,8 % de la population vivait en garni, la proportion tombait à 2,2 % dans le reste du département. La commune de banlieue la mieux dotée en meublé, Saint-Denis, restait même en-dessous de la moyenne de la capitale : 4,4 %. Voir la carte figurant dans notre article, "De l'urbain à l'urbain...", *art. cit.*, p. 159.

<sup>20</sup> Déjà publiée dans *Les premiers banlieusards...*, *op. cit.*, p. 115 et carte p. 117.

<sup>21</sup> Les chiffres qui suivent, basés sur les recensements parisiens et nationaux, sont repris de notre article "De l'urbain à l'urbain...", *art. cit.*, p. 157-158.

Classes d'âge	Paris			Banlieue		
	1891 %	1901 %	1911 %	1891 %	1901 %	1911 %
0-14 ans	19,3	19,6	18,3	25,4	26,2	25,5
15-19 ans	8,2	8,2	8	8,6	8,1	8,3
20-29 ans	20,4	21	21,6	17,5	17,7	18
30-39 ans	19,6	19,3	19,9	16,1	16,8	17,6
40-49 ans	14,5	14,5	14,7	12,7	12,8	13,2
50-59 ans	9,8	9,3	9,6	9,7	8,9	9
60 ans et plus	8,1	7,8	8	10,2	9,4	8,6

Le célibat était bien moins fréquent en banlieue qu'à Paris – 49 % de célibataires contre 59,3 % chez les hommes de 25-29 ans, selon le recensement de 1891, par exemple –, les ménages étaient donc en moyenne plus étendus et le nombre moyen d'enfants vivants par famille plus élevé<sup>22</sup>: [40]

Nombre des enfants vivants	Paris			Banlieue		
	1891 %	1901 %	1911 %	1891 %	1901 %	1911 %
Pas d'enfant	26,3	25	26,1	25	19,5	20,6
1 enfant	30,6	31,9	33,7	27,1	29,9	31,6
2 enfants	21,9	22	21,6	21,9	23,4	23,1
3 enfants	11,2	11,1	10	12,8	13,2	12,2
4 enfants	5,4	5,4	4,6	6,9	7,1	6,3
5 et plus	4,6	4,6	4	6,3	6,9	6,2

Comment interpréter ces traits démographiques différents ? Une natalité supérieure en banlieue ? Il y a bien de cela :

Année	Taux de natalité		Taux de mortalité	
	Paris ‰	Banlieue ‰	Paris ‰	Banlieue ‰
1896	22,2	24,5	19	22,1
1901	21,2	23,9	18,7	21,8
1906	18,8	21,5	17,6	21,4
1911	17,2	19,7	17,2	20,9

<sup>22</sup> D'après *Les résultats statistiques du dénombrement de 1891...*, l'Annuaire statistique de la ville de Paris de 1901 et la *Statistique des familles et des habitations en 1911* publiée par la Statistique générale de la France. Bien évidemment, ces enfants vivants concernent les enfants présents ou non présents au foyer du ménage ; en 1891 cependant, la question posée était limitée aux seuls enfants légitimes. Voir aussi les statistiques établies, pour l'année 1896, par Jean-Paul Brunet dans sa thèse, *Une banlieue ouvrière : Saint-Denis*, t.1, 1982, p. 177-179

En proportion de la population, les naissances apparaissent en banlieue plus nombreuses que dans la capitale, et il était des communes, comme Aubervilliers et Clichy, où, en 1896, les 30 ‰ étaient dépassés<sup>23</sup>; Saint-Denis égalait le taux du 20<sup>e</sup> arrondissement. Mais, outre le fait que ces "bons" chiffres ne disent rien sur la fécondité, ils étaient rattrapés par une mortalité supérieure, mortalité qui devait frapper, là comme ailleurs, [41] d'abord les nourrissons et les enfants en bas âge. Si les familles étaient plus grandes en banlieue, ce n'était point en raison de comportements natalistes particuliers, attachés à cette terre<sup>24</sup>. La banlieue apparaît presque aussi malthusienne que la capitale elle-même. Le moindre célibat des banlieusards explique à lui seul cette moindre rareté de l'enfant en banlieue, et cette plus grande fréquence des ménages avec enfants ne peut à son tour s'expliquer que par la tendance chez un grand nombre de migrants d'abord installés à Paris et dont les charges familiales croissaient avec l'âge, à gagner la banlieue pour trouver moins cher et plus grand en fait de logement. Mais les enfants ou la taille des logements n'expliquent pas tout : c'est le comportement de *l'ensemble* des migrants qui est ici en cause. Venir gagner sa vie dans la région parisienne, c'est à l'époque s'installer en premier lieu à Paris même et y avoir ses premiers emplois, le départ – éventuel – en banlieue se faisant ensuite, sous les influences qu'on a vus, ou d'autres, notamment précisément l'emploi. La banlieue n'était pas ou peu une destination primaire, un choix préalable. D'où ces différences sur la structure des âges et l'état matrimonial de la population. Autrement dit, les migrants participaient tout autant que les natifs à ce courant de peuplement parti du centre vers les périphéries banlieusardes. Paris, ville des premiers pas, Paris, château d'hommes.

Cette idée de la ville initiatrice restera pour nous un postulat, et nous sommes tout à fait incapable de mesurer ces migrations intérieures, de chiffrer ces échanges. Les recensements quinquennaux ne peuvent ici en rien nous servir puisque c'est de mouvement, de trajectoires dont il s'agit ; le recours aux listes nominatives de population, bien mieux conservées en banlieue qu'à Paris, ne saurait nous donner que la proportion de Parisiens de naissance dans la commune, sans que l'on puisse savoir à quel moment et à la suite de quel périple ils sont arrivés là, et surtout combien d'entre tous ces provinciaux et tous ces étrangers présents sur les listes de la commune étaient en réalité des transfuges de la capitale. Les études publiées jusqu'ici sont trop partielles et contradictoires pour que l'on puisse réellement s'appuyer sur elles. Ainsi dans la [42] génération d'ouvrières nées en 1911 reconstituée par Catherine Omnès, le lieu du premier emploi, pour les provinciales d'origine urbaine, fut Paris dans 37,1 % des cas, et la banlieue dans seulement 28,6 ; mais il est vrai que pour celles nées en 1901, l'auteur constate des proportions où la capitale occupe une place plus effacée<sup>25</sup>. Remarquons cependant que lieu d'emploi et résidence pouvaient parfaitement différer... De son côté, Jean-Claude Farcy, dans son étude sur la mobilité des originaires d'Eure-et-Loir venus s'installer ou séjourner dans la capitale à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, a insisté sur le rôle de l'âge dans la résidence banlieusarde : plus le migrant quittait tard son pays, plus sa propension à aller d'abord en banlieue était forte – effet d'une émigration familiale où la considération du logement déterminait plus que chez les migrants isolés le choix du "point de chute" ? –, et surtout, pour tous les autres, plus tôt venus, la tendance grandissante avec l'âge à quitter Paris pour sa banlieue<sup>26</sup>. On pourrait opposer à ces travaux leur

<sup>23</sup> Avec des taux de respectivement 34,8 ‰ et 31,7 ‰

<sup>24</sup> Leur taille restait d'ailleurs inférieure à celle de l'ensemble de la France.

<sup>25</sup> Catherine Omnès, "Les provinciales dans la formation des populations ouvrières parisiennes", in *Villes en parallèle*, n° 15-16, juin 1990, p. 183 et suiv.

<sup>26</sup> Voir son rapport inédit : Centre d'histoire de la France contemporaine, *L'exode rural en Eure-et-*

caractère partiel et sélectif : les migrants beaucerons, par exemple, n'étaient pas n'importe quels migrants... Seul un travail de grande ampleur traitant des migrations intérieures à l'agglomération fera avancer nos connaissances sur la formation des populations suburbaines et le rôle de Paris<sup>27</sup>.

Ajoutons cependant une importante remarque : quel que soit le sentiment d'exil qui pouvait prévaloir à cette époque chez les Parisiens tombés en banlieue, il ne faudrait pas croire, en dehors même de la question de l'emploi, à la rupture brutale des liens avec Paris. Chacun gardait des attaches familiales dans les faubourgs, et tous les fils nés ou [43] élevés en banlieue ont connu les visites régulières aux tantes ou aux oncles habitant Paris. Le récit écrit par Roger Rabiniaux et intitulé *Les rues de Levallois* nous brosse le précieux tableau d'une famille mi-ouvrière mi-petite bourgeoise, les Célial, dispersée entre Clignancourt, Montmartre, les Batignolles et Levallois où les parents du narrateur étaient venus s'installer<sup>28</sup>. Tout le clan tenait à l'intérieur de ce cercle urbain découpé entre Paris et banlieue. Combien l'espace parisien comptait-il de ces familles géographiquement mixtes, à cheval en quelque sorte ? Il vaudrait la peine de reconstituer en grand nombre ces constellations familiales débordant de plus en plus en banlieue. En voyant qui partait en banlieue et qui n'y partait pas, on ferait sans nul doute progresser l'histoire du peuplement des périphéries urbaines.

### **L'émigration pêle-mêle**

On sait aujourd'hui – ceux tout du moins que les images n'aveuglent pas – que la banlieue n'existe pas, et qu'elle n'a jamais existé. Ces parages ont toujours connu des réalités contradictoires : à l'époque qui nous occupe ici, cette émigration de la misère parisienne n'était point seule à alimenter les banlieues, un courant bourgeois de peuplement doublait ce courant prolétaire. Le phénomène, ancien dans le siècle, revêtait des formes variées<sup>29</sup> : double résidence dans la bourgeoisie très à l'aise – la grande maison d'été où la tribu se déplaçait avec ses meubles –, le pied-à-terre campagnard des commerçants et autres bourgeois besogneux, ou encore, plus modestement, la petite maison que l'on louait l'été pour se reposer des rigueurs de la ville. L'essayer, ce fut l'adopter : les estivants de la banlieue devinrent progressivement des banlieusards tout court. Formulons le souhait que quelque jour un [44] historien nous livre l'histoire complète de cette banlieue heureuse.

Tant que, du côté populaire, la banlieue resta une destination contrainte, donc limitée, cet élément bourgeois représenta bel et bien une part importante du courant centrifuge parti de la capitale : les "Parisiens", pour reprendre l'expression consacrée de l'époque, venaient effectivement d'un peu toutes les classes sociales. S'il faut en croire Jean-Claude Farcy et sa minutieuse étude du dénombrement de 1891, la balance en cet instant aurait même penché du côté bourgeois : non seulement les natifs de Paris étaient plus particulièrement nombreux dans les banlieues cossues ou

*Loir à la fin du 19e siècle*, 1985, p. 17 et suiv. ; travail repris dans : "De la province à la région parisienne. L'exemple de l'Eure-et-Loir à la fin du 19e siècle", in *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, n° 7, 1986, 147 et suiv.

<sup>27</sup> C'est une des ambitions de la recherche conduite au Centre d'histoire de la France contemporaine sur l'histoire des migrations à Paris. Voir Alain Faure et Jean-Claude Farcy, "Vers et dans la grande ville : recherches sur la mobilité des individus à la fin du XIXe siècle", in *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, n° 12, 1991, p. 83-92.

<sup>28</sup> Roger Rabiniaux, *Les rues de Levallois*, Paris, Buchet Chastel, 1964, 254 p.

<sup>29</sup> Voir nos remarques et (modestes) développements sur tous ces points dans "De l'urbain à l'urbain...", *art. cit.* ; *Les premiers banlieusards...*, p. 167-168 ; "Villégiature populaire et peuplement des banlieues à la fin du 19e siècle : l'exemple de Montfermeil", in *La terre et la cité. Mélanges offerts à Philippe Vigier*, Paris, Créaphis, 1994, p. 188.

aisées de l'ouest et de la vallée de la Marne, mais à Nanterre ou Puteaux, localités pauvres ou ouvrières, ils se remarquaient pour avoir été des migrants d'un rang social plutôt au-dessus de la moyenne<sup>30</sup>. Mais il s'agit ici de *natifs*, qui ne parlent pas forcément pour l'ensemble des transfuges de la capitale... Ces chiffres prouveraient surtout que dans la bourgeoisie parisienne, on était à cette époque moins fidèle à sa cité natale que dans le peuple. Mais la divergence est minime puisque l'importance de cette émigration bourgeoise ne saurait être mise en doute. Innombrables sont les citations que l'on pourrait faire à ce propos.

Puis la banlieue rentra dans un âge banal, c'est-à-dire qu'en se diversifiant, en s'industrialisant massivement, en devenant plus complètement innervée par les réseaux de transports, elle s'intégra aux parcours de tous les migrants de l'intérieur, pauvres comme riches. L'existence d'une *agglomération* fonda cette sorte de départementalisation des courants démographiques. Ce mouvement, impossible à quantifier et difficile à dater, se lit dans le développement même de la banlieue. La fuite accélérée des natifs constatée en 1911 dans le dénombrement des professionnels n'est-elle pas le signe manifeste de l'accomplissement du phénomène depuis, pour le moins, une décennie ? En traitant de la fin des "cayennes", nous nous sommes déjà employé à démontrer ce nouveau cours du peuplement des banlieues où l'ouvrier qualifié pouvait désormais trouver un emploi et un salaire équivalents à ceux qu'il avait [45] l'habitude de rencontrer dans les faubourgs de Paris<sup>31</sup>. Certains chiffres ne sauraient s'expliquer par la seule contrainte. Soit par exemple les malades soignés à l'hôpital Saint-Antoine en 1911, tous – ou à peu près – gens du peuple, travaillant dans le bois ou les métaux, ou simples journaliers<sup>32</sup> : 22,1 % d'entre eux habitaient la banlieue desservie par l'hôpital, soit 1 012 personnes dont voici les lieux de naissance :

Paris :	29,6 %
Banlieue :	12,3 %
Province :	52,8 %
Étranger :	4,3 %
Inconnu :	1 %

Quasi 30 % de Parisiens nés parmi ces adultes habitant une banlieue limitrophe, voilà qui est beaucoup, même si l'on en vient à penser que fréquenter cet hôpital était plus "naturel" chez des natifs du quartier que chez des banlieusards sans passé parisien. Mais, précisément, à quel chiffre arriverait-on s'il nous était donné de connaître tous ceux qui, nés ailleurs, avaient transité par Paris avant d'aller habiter qui Vincennes, qui Montreuil, qui Alfortville... ? Mais ne revenons pas sur ces regrets.

Il est vrai que tout reste ici dans une logique de proximité ; le vrai mobile de celui qui se contentait de passer d'un faubourg à la commune mitoyenne restera toujours douteux : qui prime, l'emploi ou le logement ? qui l'emporte, le choix ou la contrainte ? Dans le cas des banlieues lointaines, la présence de ce que l'on pourrait appeler un "projet résidentiel" – acquisition d'un terrain, installation précaire dans un habitat d'attente, édification progressive de la maison – lève bien sûr toute

<sup>30</sup> Jean-Claude Farcy, "Banlieues 1891 : les enseignements d'un recensement exemplaire", in *Les premiers banlieusards...*, op. cit., p. 46 et suiv.

<sup>31</sup> Voir notre démonstrations dans *Les premiers banlieusards*, p. 101 et suiv.

<sup>32</sup> D'après Isabelle Prestaut, *L'hôpital Saint-Antoine : étude sur le personnel et les malades (1890-1914)*, mémoire de maîtrise, Paris-X, 1974. La proportion des "patrons, employés et représentants de commerce" s'élevait d'après l'auteur à 13,01 %

ambiguïté : il ne peut s'agir ici que d'un exil volontaire, [47] d'une émigration conquérante, d'un départ calculé. Les bourgeois avaient là encore devancé dans le temps les gens du peuple, puisque les sites de villégiature à eux réservés ont toujours débordé les limites du département. Les premières lignes de chemin de fer, vers l'ouest et ses espaces boisés, n'avaient-elle pas été en bonne partie conçues en vue de satisfaire leur goût pour la maison et le repos en famille dans un cadre agreste et policé ? Devancé, mais non inspiré un modèle : le pavillon a cristallisé un rêve populaire authentique, fait du désir de rompre avec la ville – ses miasmes, ses logements trop petits et leurs loyers si lourds, versés en pure perte – et de s'approprier un espace souple et plurifonctionnel, géré sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit.

Mais ces pionniers du pavillonnaire, fondateurs des premières sociétés d'épargne ou clients si souvent floués des lotisseurs, combien furent-ils avant 1914 ? Peu nombreux sans doute si l'on songe aux multiples écueils dressés sur le chemin de la petite propriété. La lenteur, parfois extrême, du peuplement de beaucoup de lotissements à clientèle populaire atteste des ratés de l'accession et surtout de l'hésitation des intéressés à franchir le pas en quittant Paris. Est-ce à dire que ce mouvement n'a jamais mis en branle que des Parisiens ? Des Parisiens de naissance, certainement pas. Prenons par exemple la "Villa des Gravilliers", à Athis-Mons, un quartier de maisons individuelles construites sur un terrain loti par une société d'épargne portant ce nom : bien que l'origine de la société fut on ne peut plus parisienne, seules 12 personnes sur les 75 qui vivaient là en 1911 étaient des natifs de Paris, six chefs de ménage et six enfants<sup>33</sup>. A Franceville, un vaste lotissement situé dans une toute autre banlieue, à Montfermeil, la proportion de Parisiens de souche était forte chez les enfants – 48,6 % – mais tombait à 23,3 % chez les adultes ou chefs de ménage<sup>34</sup>. Donc en général dans ce type de peuplement banlieusard, peu de Parisiens nés, mais à l'évidence une majorité de gens en provenance de Paris. Les 13 fondateurs de la société des Gravilliers étaient tous Parisiens de résidence; dans une autre société [47] d'Athis-Mons, le Bol d'Air, 54 des 87 membres figurant sur une liste de 1914 habitaient Paris<sup>35</sup>. A Franceville, toujours en 1911, ceux qui, n'ayant pas abandonné leur domicile principal, venaient seulement passer le dimanche dans leur maison, étaient dans une proportion écrasante – 255 fois sur 281 – des gens de Paris.

Paradoxalement, dans ces lotissements lointains, parfois si mal reliés à la capitale, celle-ci jouait dans le recrutement des nouveaux habitants un rôle plus éminent encore qu'en banlieue proche. Jean Bastié aurait-il eu raison en faisant des lotissements, pour l'essentiel, une affaire de glissement démographique entre Paris et ses banlieues éloignées ? Déjà, dans le Bobigny post-rural des lotissements, ne voit-on pas la place des natifs de Paris continuellement grandir <sup>36</sup> ? Après l'époque des transfuges, l'ère des colons. [48]

<sup>33</sup>. Archives municipales d'Athis-Mons, Liste nominative de 1911.

<sup>34</sup>. Voir notre article, "Villégiature populaire et peuplement des banlieues", *art. cit.*

<sup>35</sup>. AM d'Athis-Mons, Bail passé par la société "Villa du Bol d'Air"

<sup>36</sup>. La population née à Paris passa de 18,5 % en 1911 à 26,5 % en 1931 selon Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Éditions ouvrières - Presses de la FNSP, 1986, p. 122-124.